



## ASSEMBLEE DES CHAMBRES FRANCAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Prise de position

Paris, le 28/11/2005

**Objet : Consultation de la Commission sur les aides d'Etat à l'innovation.**

### **1. Contexte :**

La France, comme l'Union européenne dans son ensemble, doit rehausser son engagement dans les domaines de la recherche et de l'innovation, en particulier dans le domaine de la R&D privée : l'augmentation des investissements privés de RD en 2004-2005 a été de 7 % en Asie et aux Etats-Unis pour seulement 2 % en Europe (Financial Times). La dépense de R&D privée se monte en France à 1,2 % du Pib, pour 1,4 % en RFA, 1,55 % aux Etats-Unis, 2,05 % au Japon (Ocde).

### **2. Quelle approche de l'innovation retenir, pour quelles cibles ?**

#### **L'innovation gagne à dépasser l'approche technologique :**

Largement associée à la technologie, l'innovation ne relève pas de ce seul domaine. L'innovation de processus économique mêle dans des formes organisationnelles variées, des acteurs diversifiés. L'innovation se niche là où on ne l'attend pas toujours : un savoir-faire, un process maîtrisé, une pratique transférée d'un autre secteur, un modèle de rentabilité peuvent soudain déboucher sur une nouvelle forme de valeur ajoutée. L'innovation se mesure alors à la capacité de perception d'un plus par le client.

La notion de Politique de l'innovation, apparue à la fin des années 70, s'est précisée. On confond de moins en moins l'innovation avec la recherche, l'invention ou le high-tech. (A titre d'exemple : la nouveauté se limite souvent à une simple modernisation de l'existant ; l'idée qui déclenche le processus, presque toujours inspirée d'une perception du marché, trouve rarement son origine dans une action de recherche ; en revanche le succès de l'innovation est en général fortement lié à un effort technologique).

**Cependant, nous sommes conscients, compte tenu des enjeux déjà très importants dans le domaine de l'innovation technologique, qu'une priorité soit donnée à celle-ci.**

#### **La cible des aides d'Etat à l'innovation est multiple :**

Dans la pratique ce sont les PME qui constituent la cible principale de la politique publique de l'innovation, dans la mesure où les grandes entreprises sont considérées comme bien armées

pour innover. **Cependant la Commission devrait augmenter pour les PME le plafond en nombre de salariés à 500.** Nous soutenons aussi l'intégration d'une nouvelle cible pertinente concernant les aides d'Etat à l'innovation, celle des **groupements d'entreprises** (clusters, pôles de compétitivité, pôles d'excellence, pôles de recherche...) qui permettent d'intensifier les efforts autour d'une thématique, d'une filière ou d'une application, de créer une dynamique dans les domaines de la recherche et de l'innovation. Cette cible a également pour avantage de favoriser la mutualisation des connaissances et l'échange des bonnes pratiques.

Toute entreprise dispose de gisements d'innovations à même de capter une tendance ou de répondre aux exigences des consommateurs, particuliers comme professionnels. A l'occasion de démarches participatives, d'approches matricielles, ce potentiel peut se transformer en nouveaux avantages concurrentiels. Il n'y a pas une, mais de multiples façons d'innover. « Plus qu'un art, "innover" est un état d'esprit qui ouvre de nouveaux horizons aux entreprises et à leurs équipes. ».

Les entreprises ont besoin, pour basculer vers la réussite, d'un environnement qui comprenne leurs problèmes et qui soit capable de leur apporter compléments de ressources nécessaires. Cela signifie une réglementation favorable, un système financier aidant à maîtriser les risques de l'innovation, une expertise diversifiée (technologique, juridique, études de marché...) et dont les détenteurs sachent dialoguer avec les PME.

Parmi les **freins à l'innovation identifiés** par les entreprises (enquête menée par les CCI de Rhône-Alpes, 2004/2005), nous pouvons citer :

- Difficulté à anticiper les besoins et contraintes de marché,
- Difficulté à mesurer le retour sur investissement de l'innovation,
- Résistance interne au changement,
- Difficultés à trouver des ressources financières,
- Incapacité du marché à accepter l'innovation,
- Difficulté à maîtriser les risques financiers,
- Manque de savoir faire et de compétences dans l'entreprise.

### **3. Nos suggestions et préalables concernant l'attribution des aides d'Etat :**

#### **Gestion, attribution et diffusion des aides d'Etat à l'innovation : Etat : quelles sont les organisations pertinentes ?**

Le système de gestion et d'attribution des aides aux PME-PMI concernant l'innovation se restructure en France, ce qui devrait conduire à plus de lisibilité pour les entreprises. A titre d'exemple, en vue de rationaliser le dispositif de soutien public aux PME, les aides à l'innovation sont gérées par Oséo (Etablissement Public sous tutelle du Ministère), chargé également d'une mission de financement du développement des PME.

Les services déconcentrés de l'Etat transfèrent petit à petit la gestion des aides à des structures spécifiques ou aux collectivités territoriales.

La difficulté réside pour les entreprises plutôt dans l'identification des intermédiaires susceptibles d'analyser les projets pour l'attribution des aides et par lesquels peut parfois transiter la gestion de ces aides, qu'ils soient de niveau national ou régional.

Pour éviter la dispersion des aides d'Etat, il nous semble essentiel de **concentrer la gestion et l'attribution des aides à deux niveaux** : l'Etat (avec des structures disposant de délégations territoriales, du type Oséo) et les régions, mobilisant l'expertise et les compétences d'intermédiaires comme les Chambres de Commerce et d'industrie concernant l'identification, l'analyse et le suivi des projets, l'orientation des entreprises vers les experts des différents domaines (Centres techniques, cabinets conseils...).

### **Des financements : pour quelles améliorations et applications ?**

Les approches concernant le financement des projets innovants pourraient être renforcées à deux niveaux :

Dans une **logique de projets coopératifs** (à titre d'exemple en France : les pôles de compétitivité, les pôles de recherche et d'enseignement supérieur, en Allemagne les instituts Fraunhofer..) et dans une **logique marché /segment de marché (santé) ou thématique d'avenir (nanotechnologies..)** pour accroître d'une part la motivation des entreprises, des chercheurs, d'autre part l'intervention des intermédiaires et des organismes compétents.

### **Le renforcement et structuration du rôle des intermédiaires :**

De nombreuses structures interviennent pour conseiller les entreprises dans le domaine de l'innovation, quelles soient privées ou publiques. Ce panorama complexe pour l'entreprise constitue sans doute un frein supplémentaire à l'innovation. Il serait souhaitable d'identifier le rôle de chaque intervenant et de le restituer par rapport à son niveau d'intervention (financement, conseil, sensibilisation..) et à son degré de connaissance (accompagnement de l'innovation, expertise technique, diffusion d'information.)

**Le financement de ces structures sur la base de projets ou dans une logique de réseau de diffusion de l'innovation structurés nous semble essentiel pour développer une culture de l'innovation au sein des entreprises.**

### **Les améliorations fiscales :**

Le renforcement des fonds propres au sein des PME-PMI conditionne souvent l'investissement de l'entreprise dans le domaine de l'innovation. Plusieurs mesures pourraient encore être renforcées, notamment concernant l'exonération de taxes pour les entreprises qui innovent, mais également pour **les sociétés de capital risque qui investissent pour aider les PME-PMI conduisant des projets d'innovation.**

On pourrait également encourager la mise en place de réseaux de sociétés spécialisées dans le capital innovation couvrant les besoins des PME innovantes : elles seraient proches soit géographiquement en restant généralistes (capital risque de proximité) soit techniquement (par exemple dans les phases d'internationalisation).

## **4. Le rôle des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises :**

Les Chambres de Commerce et d'Industrie françaises considèrent l'innovation comme un enjeu stratégique pour les PME-PMI. Elles possèdent une expérience et des compétences reconnues dans les domaines suivants : accompagnement des projets d'innovation, mise en place d'actions et de politiques de veille, diffusion des technologies, information, sensibilisation et diagnostic en propriété industrielle, transfert de technologies à l'international,

L'ACFCI a créé en 2005 un Groupe de Travail National composé d'élus (chefs d'entreprises), d'experts de l'innovation et de spécialistes des CCI (réseau ARIST, réseau des Centres Relais Innovation), avec pour objectif de mettre au point une « doctrine nationale de l'innovation » permettant aux CCI d'aider à **accroître la performance des entreprises dans le domaine de l'innovation.**